

HOOFDSTUK VII. — Overgangsbepalingen

Art. 17. §1 Voor het opstellen van het eerste ontwerp van het vijfjarenplan dat bij dit decreet wordt vastgesteld, coördineert de Cel een werkgroep die bestaat uit universitaire experts, het Waalse Netwerk tegen Armoede, het Forum - Brussel tegen Ongelijkheid en vertegenwoordigers van het algemeen bestuur en de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap. De eerste Raad die na de inwerkingtreding van dit decreet wordt samengesteld, brengt binnen twee maanden na zijn installatie advies uit over het plan en de eventuele boete.

§ 2. De Regering kent aan het Waals Netwerk ter bestrijding van de armoede en het Forum van Brussel tegen de ongelijkheid een jaarlijkse subsidie van ten hoogste 250.000 EUR toe voor de in het eerste alinea bedoelde opdracht en voor de ondersteuning van de Cel voor de uitvoering van dit decreet, zolang de artikelen 7, 12 en 13 niet worden uitgevoerd. De subsidie wordt toegekend op basis van een dossier met een presentatie van de geplande activiteiten voor de twaalf maanden na de indiening ervan, overeenkomstig het eerste lid, en een voorlopige begroting.

Art. 18. Zolang artikel 7 niet ten uitvoer is gebracht, wordt een bedrag van 500.000 EUR per jaar toegewezen aan door de Regering uitgeschreven oproepen tot het indienen van transversale projecten, die de modaliteiten vaststelt overeenkomstig de in artikel 16 vastgestelde criteria. De Regering selecteert projecten op basis van voorstellen die door de Cel worden voorbereid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gedaan te Brussel, 3 mei 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 811-1 – Commissieverslag, nr. 811-2. – Tekst aangenomen in plenaire zitting, nr. 811-3

Integraal verslag. – Beraadslaging een aanneming. Vergadering van 2 mei 2019.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/42052]

3 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés au chapitre VII du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le chapitre VII du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap, tel qu'inséré par le décret du 7 février 2019 portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur, notamment son article 31/1, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés aux articles 7 et 17 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire du 12 avril 2019;

Vu l'avis rendu par la Commission de l'Enseignement supérieur inclusif le 19 février 2019;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 avril 2019;

Vu le « test genre » du 17 mars 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n° 66.262/2 du Conseil d'Etat, donné le 20 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur du 17 avril 2019;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap;

2° Commission : la Commission de l'enseignement supérieur inclusif visée à l'article 23 du décret;

3° les recours : les recours visés au chapitre VII du décret;

4° le requérant : l'étudiant s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur;

5° jour ouvrable : chaque jour de la semaine à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux.

Art. 2. La Commission est saisie par voie de requête. Les recours sont introduits par lettre recommandée ou par voie électronique, dans les 5 jours ouvrables qui suivent la notification de refus formulée par l'établissement d'enseignement supérieur suite à l'exercice de la voie de recours interne, conformément à l'article 31/1 du décret.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} commence à courir, lorsque la notification de la décision de l'établissement d'enseignement supérieur est effectuée par pli recommandé ou par pli simple, le troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli a été remis aux services de la poste, sauf preuve contraire du destinataire.

Art. 3. Les recours sont introduits à l'attention du secrétariat de la Commission à l'adresse postale suivante : « ARES, Secrétariat de la CESI, Rue Royale, 180 (5^e étage), à 1000 Bruxelles » ou électronique suivante : recours@ares-cesi.be.

Art. 4. Conformément à l'article 31/1 du décret, lorsque le requérant conteste la décision définitive de l'établissement relative à la demande de reconnaissance de handicap, telle que visée à l'article 6, alinéa 1^{er}, du décret, la requête comprend les pièces suivantes :

1° la requête introductive d'un recours dirigé contre une décision défavorable des autorités académiques relative à la demande de reconnaissance de handicap, prévue à l'annexe I du présent arrêté, dûment complétée et signée ;

2° une copie de la décision contestée de non-reconnaissance de handicap, délivrée par les autorités académiques de l'institution, accompagnée de toutes les pièces justifiant la décision prise ;

3° toute autre pièce que le requérant estime nécessaire à l'appui de son recours.

Art. 5. Conformément à l'article 31/1 du décret, lorsque le requérant conteste la décision définitive de l'établissement relative à la mise en place des aménagements raisonnables, telle que visée à l'article 15, alinéa 1^{er}, du décret, la requête comprend les pièces suivantes :

1° une copie de la demande de reconnaissance de handicap, accompagnée d'une copie de l'ensemble des pièces du dossier ;

2° une copie de la décision contestée de mise en place d'aménagements raisonnables délivrée par les autorités académiques de l'institution, accompagnée de toutes les pièces justifiant la décision prise;

3° la requête introductive d'un recours dirigé contre une décision défavorable des autorités académiques relative à la mise en place des aménagements raisonnables, prévue à l'annexe II du présent arrêté, dûment complétée et signée;

4° toute autre pièce que le requérant estime nécessaire à l'appui de son recours.

Conformément à l'article 31/2 du décret, sous peine d'irrecevabilité, la requête mentionne également en quoi le requérant estime que des éléments de nature à influencer favorablement la demande telle que visée à l'article 15, alinéa 1^{er}, du décret n'ont pas été pris en compte lors de ce recours interne.

Art. 6. Conformément à l'article 31/1 du décret, lorsque le requérant conteste la décision définitive de l'établissement relative à la demande de modification des aménagements raisonnables, telle que visée à l'article 16, alinéa 3, du décret, la requête comprend les pièces suivantes :

1° une copie du plan d'accompagnement individualisé;

2° une copie de la décision contestée de modification des aménagements raisonnables délivrée par les autorités académiques de l'institution, accompagnée de toutes les pièces justifiant la décision prise;

3° le cas échéant, une copie de la demande de modification des aménagements raisonnables, accompagnée d'une copie de l'ensemble des pièces du dossier ;

4° la requête introductive d'un recours dirigé contre une décision défavorable des autorités académiques relative à la demande de modification des aménagements raisonnables, prévue à l'annexe III du présent arrêté, dûment complétée et signée ;

5° toute autre pièce que le requérant estime nécessaire à l'appui de son recours.

Art. 7. Conformément à l'article 31/1 du décret, lorsque le requérant conteste la décision définitive relative à la fin anticipée et unilatérale du plan d'accompagnement individualisé, telle que visée à l'article 17 du décret, la requête comprend les pièces suivantes :

1° la requête introductive d'un recours dirigé contre une décision de fin anticipée du plan d'accompagnement individualisé, prévue à l'annexe IV du présent arrêté, dûment complétée et signée ;

2° une copie de la décision délivrée par les autorités académiques de mettre fin unilatéralement au plan d'accompagnement individualisé de l'institution, accompagnée de toutes les pièces justifiant la décision prise;

3° toute autre pièce que le requérant estime nécessaire à l'appui de son recours.

Art. 8. La Commission peut demander au requérant ou à l'institution tout complément d'information, justificatif et/ou demande d'expertise complémentaire, nécessaires à l'analyse de la requête.

Art. 9. Le secrétariat de la Commission adresse un accusé de réception au requérant à l'adresse électronique mentionnée dans le dossier. À défaut d'adresse électronique, l'accusé de réception est envoyé à l'adresse postale communiquée par le requérant. Une copie du courrier est également transmise à l'institution.

Art. 10. La Commission délibère conformément à la procédure de délibération prévue dans son Règlement d'ordre intérieur.

Art. 11. La Commission notifie sa décision dans les 15 jours ouvrables à compter de la réception du recours accompagné du dossier complet, conformément à l'article 31/1, alinéa 4, du décret.

Un courrier reprenant la décision motivée est adressé au requérant à l'adresse électronique mentionnée dans son dossier. À défaut d'adresse électronique, la décision est envoyée à l'adresse postale communiquée par le requérant. Une copie du courrier est également transmise à l'institution.

Art. 12. Les délais visés aux articles 2 et 11 du présent arrêté sont suspendus entre le 10 juillet et le 20 août ainsi qu'entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier.

Art. 13. La décision de la Commission prise dans le cadre des recours visés au chapitre VII du décret est contraignante pour l'institution concernée et mentionne les voies de recours.

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés aux articles 7 et 17 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2019-2020.

Art. 16. Le Ministre de l'Enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juillet 2019.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement de la communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés au chapitre VII du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap

ANNEXE I à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen du recours visant à contester la décision définitive de l'établissement relative à la demande de reconnaissance de handicap, telle que visée à l'article 6, alinéa 1^{er}, du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap.

Requête introductive d'un recours visant à contester la décision définitive de l'établissement relative à la demande de reconnaissance de handicap, telle que visée à l'article 6, alinéa 1^{er}, du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap

Renseignements administratifs

Nom :

Prénom :

Adresse postale complète :

Adresse email (1) :

Numéro de téléphone fixe :

Numéro de téléphone portable :

Historique des demandes relatives à l'enseignement supérieur inclusif

J'ai déjà été reconnu(e) étudiant(e) bénéficiaire précédemment : Oui - Non (2)

Par l'institution suivante, le cas échéant :

Dénomination de l'institution :

Adresse :

Numéro de téléphone

Nom de la personne de contact :

Introduction du recours

Je suis inscrit(e) au programme de bachelier/master/doctorat (3) de (4) :

J'introduis un recours à l'encontre de la décision de :

Dénomination de l'institution :

Site/campus/implantation :

Adresse :

Numéro de téléphone

Nom de la personne de contact :

Date de la réponse de l'institution à la demande de pouvoir bénéficier des dispositions du décret :

Décision institutionnelle contestée :

Motifs du recours (5) :

Je joins au présent recours les documents suivants :

- Une copie de ma demande de reconnaissance de handicap, accompagnée d'une copie de l'ensemble des pièces du dossier ;

- Une copie de la décision contestée de non-reconnaissance de handicap, délivrée par les autorités académiques de l'institution accompagnée de toutes les pièces justifiant la décision prise ;
- Toute autre pièce que j'estime nécessaire à l'appui de mon recours.

Date et signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés au chapitre VII du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap.

Bruxelles, le 3 juillet 2019.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Notes

- 1 À défaut d'adresse électronique, mentionner IMPÉRATIVEMENT l'adresse postale.
- 2 Biffer la mention inutile.
- 3 Biffer les mentions inutiles
- 4 Exemple : bachelier en sciences biomédicales.
- 5 Le développement de ces motifs peut figurer dans un document annexé au présent formulaire

Annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés au chapitre VII du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap

ANNEXE II à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen du recours visant à contester la décision définitive de l'établissement relative à la mise en place des aménagements raisonnables, telle que visée à l'article 15, alinéa 1^{er} du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap.

Requête introductive d'un recours visant à contester la décision défavorable et définitive de l'établissement relative à la mise en place des aménagements raisonnables, telle que visée à l'article 15, alinéa 1^{er} du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap.

Renseignements administratifs

Nom :

Prénom :

Adresse postale complète :

Adresse email (1) :

Numéro de téléphone fixe :

Numéro de téléphone portable :

Historique des demandes relatives à l'enseignement supérieur inclusif

J'ai déjà été reconnu(e) étudiant(e) bénéficiaire précédemment : Oui - Non (2)

Par l'institution suivante, le cas échéant :

Dénomination de l'institution :

Adresse :

Numéro de téléphone

Nom de la personne de contact :

Aménagements raisonnables dont j'ai déjà bénéficié :

Introduction du recours

Je suis inscrit(e) au programme de bachelier/master/doctorat (3) de (4) :

J'introduis un recours à l'encontre de la décision de :

Dénomination de l'institution :

Site/campus/implantation :

Adresse :

Numéro de téléphone

Nom de la personne de contact :

Date de la réponse de l'institution concernant la mise en place des aménagements raisonnables :

Décision institutionnelle contestée :

Motifs du recours (5) :

Conformément à l'article 31/2 du décret, sous peine d'irrecevabilité, je mentionne en quoi j'estime que des éléments de nature à influencer favorablement la demande telle que visée à l'article 15, alinéa 1^{er} du décret n'ont pas été pris en compte lors de mon recours interne.

Je joins au présent recours les documents suivants :

- Une copie de ma demande de reconnaissance de handicap, accompagnée d'une copie de l'ensemble des pièces du dossier ;
- Une copie de la décision contestée de mise en place d'aménagements raisonnables délivrée par les autorités académiques de l'institution accompagnée de toutes les pièces justifiant la décision prise ;
- Toute autre pièce que j'estime nécessaire à l'appui de mon recours.

Date et signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés au chapitre VII du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap.

Bruxelles, le 3 juillet 2019.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Notes

- 1 À défaut d'adresse électronique, mentionner IMPÉRATIVEMENT l'adresse postale.
- 2 Biffer la mention inutile.
- 3 Biffer les mentions inutiles
4. Exemple : bachelier en sciences biomédicales.
5. Le développement de ces motifs peut figurer dans un document annexé au présent formulaire

Annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés au chapitre VII du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap

ANNEXE III à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen du recours visant à contester la décision définitive de l'établissement relative à la demande de modification des aménagements raisonnables, telle que visée à l'article 16, alinéa 3 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap.

Requête introductive d'un recours visant à contester la décision définitive de l'établissement relative à la demande de modification des aménagements raisonnables, telle que visée à l'article 16, alinéa 3 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap.

Renseignements administratifs

Nom :

Prénom :

Adresse postale complète :

Adresse email (1) :

Numéro de téléphone fixe :

Numéro de téléphone portable :

Introduction du recours

Je suis inscrit(e) au programme de bachelier/master/doctorat (2) de (3) :

J'introduis un recours à l'encontre de la décision de :

Dénomination de l'institution :

Site/campus/implantation :

Adresse :

Numéro de téléphone

Nom de la personne de contact :

Date de la réponse de l'institution à la demande de modification des aménagements raisonnables :

Décision institutionnelle contestée :

Motifs du recours (4) :

Je joins au présent recours les documents suivants :

- Une copie du plan d'accompagnement individualisé ;
- Une copie de la décision contestée de modification des aménagements délivrée par les autorités académiques de l'institution accompagnée de toutes les pièces justifiant la décision prise ;

- Le cas échéant, une copie de ma demande de modification des aménagements raisonnables, accompagnée d'une copie de l'ensemble des pièces du dossier ;

- Toute autre pièce que j'estime nécessaire à l'appui de mon recours.

Date et signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés au chapitre VII du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap.

Bruxelles, le 3 juillet 2019.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Notes

- 1 À défaut d'adresse électronique, mentionner IMPÉRATIVEMENT l'adresse postale.
- 2 Biffer les mentions inutiles
- 3 Exemple : bachelier en sciences biomédicales.
- 4 Le développement de ces motifs peut figurer dans un document annexé au présent formulaire.

Annexe 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés au chapitre VII du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap

ANNEXE IV à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen du recours visant à contester la décision définitive de l'établissement relative à la fin anticipée et unilatérale du plan d'accompagnement individualisé, telle que visée à l'article 17 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap.

Requête introductive d'un recours visant à contester la décision définitive de l'établissement relative à la fin anticipée et unilatérale du plan d'accompagnement individualisé, telle que visée à l'article 17 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap.

Renseignements administratifs

Nom :

Prénom :

Adresse postale complète :

Adresse email (1) :

Numéro de téléphone fixe :

Numéro de téléphone portable :

Introduction du recours

Je suis inscrit(e) au programme de bachelier/master/doctorat (2) de (3) :

J'introduis un recours à l'encontre de la décision de :

Dénomination de l'institution :

Site/campus/implantation :

Adresse :

Numéro de téléphone

Nom de la personne de contact :

Date de la réponse de l'institution concernant la fin anticipée et unilatérale du plan d'accompagnement individualisé :

Décision institutionnelle contestée :

Motifs du recours (4) :

Je joins au présent recours les documents suivants :

- Une copie de la décision délivrée par les autorités académiques de mettre fin unilatéralement au plan d'accompagnement individualisé de l'institution accompagnée de toutes les pièces justifiant la décision prise ;

- Toute autre pièce que j'estime nécessaire à l'appui de mon recours.

Date et signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés au chapitre VII du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap

Bruxelles, le 3 juillet 2019.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Notes

- 1 À défaut d'adresse électronique, mentionner IMPÉRATIVEMENT l'adresse postale.
- 2 Biffer les mentions inutiles
- 3 Exemple : bachelier en sciences biomédicales.
- 4 Le développement de ces motifs peut figurer dans un document annexé au présent formulaire.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/42052]

3 JULI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende de nadere regels voor de indiening en het onderzoek van de beroepen zoals bedoeld in hoofdstuk VII van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs voor de studenten met een handicap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op hoofdstuk VII van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs voor de studenten met een handicap, zoals ingevoegd bij het decreet van 7 februari 2019 houdende diverse maatregelen met betrekking tot het hoger onderwijs, in het bijzonder artikel 31, 1, tweede alinea;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017 tot bepaling van de nadere regels voor de indiening en het onderzoek van de beroepen bedoeld bij de artikelen 7 en 17 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenorganisaties op gemeenschapsniveau van 12 april 2019;

Gelet op het advies van de Raad voor inclusief hoger onderwijs van 19 februari 2019;

Gelet op het advies van de Inspectie van financiën, gegeven op 21 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 2 april 2019;

Gelet op de "gendertest" van 17 maart 2019, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede alinea, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleiden van de Franse Gemeenschap;

Gelet op advies nr. 66.262/2 van de Raad van State, gegeven op 20 juni 2019, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs van 17 april 2019;

Op de voordracht van de Minister voor Hoger onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs voor de studenten met een handicap;

2° Commissie: de Commissie voor inclusief hoger onderwijs, zoals bedoeld in artikel 23 van het decreet;

3° het beroep: het beroep zoals bedoeld in hoofdstuk VII van het decreet;

4° de aanvrager: de student, als hij of zij meerderjarig is, zijn of haar ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, indien hij of zij minderjarig is;

5° werkdag: elke werkdag, behalve de zaterdagen, zondagen of wettelijke feestdagen.

Art. 2. De Commissie wordt door middel van een verzoekschrift in kennis gesteld. Het beroep wordt ingesteld per aangetekende brief of langs elektronische weg binnen 5 werkdagen na de kennisgeving van de weigering door de inrichting voor hoger onderwijs na de uitoefening van het interne beroep, overeenkomstig artikel 31/1, van het decreet.

De in het eerste lid bedoelde termijn vangt aan wanneer de kennisgeving van de beslissing van de inrichting voor hoger onderwijs per aangetekende brief of per gewone brief geschiedt op de derde werkdag na de dag waarop de brief bij de postdiensten is overgemaakt, tenzij de geadresseerde het tegendeel bewijst.

Art. 3. Het beroep wordt ingediend bij het secretariaat van de Commissie op het volgende postadres: "ARES, Secrétariat de la CESI, Rue Royale, 180 (5e étage), à 1000 Bruxelles" of per e-mail: recours@ares-cesi.be

Art. 4. Overeenkomstig artikel 31/1 van het decreet moet het verzoekschrift, wanneer de aanvrager de definitieve beslissing van de inrichting op het verzoek om erkenning van de handicap betwist, zoals bedoeld in artikel 6, eerste lid van het decreet, de volgende documenten bevatten:

1° het verzoekschrift tot inrichting van een beroep tegen een ongunstige beslissing van de academische overheden betreffende het verzoek om erkenning van een handicap, als bedoeld in bijlage I bij dit besluit, dat naar behoren is ingevuld en ondertekend;

2° een afschrift van de bestreden beslissing tot niet-erkenning van de handicap, afgegeven door de academische overheden van de inrichting, vergezeld van alle documenten ter rechtvaardiging van de genomen beslissing;

3° elk ander document dat door de aanvrager nodig wordt geacht om zijn beroep te staven.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 31/1, van het decreet moet het verzoekschrift, wanneer de aanvrager de definitieve beslissing van de inrichting over de verstrekking van redelijke aanpassingen betwist, zoals bedoeld in artikel 15, eerste lid, van het decreet, de volgende documenten bevatten:

1° een afschrift van de aanvraag tot erkenning van de handicap, vergezeld van een afschrift van alle documenten in het dossier;

2° een afschrift van de bestreden beslissing van de academische overheden van de inrichting om redelijke aanpassingen door te voeren, vergezeld van alle documenten die de genomen beslissing rechtvaardigen;

3° het verzoekschrift tot inrichting van een beroep tegen een ongunstige beslissing van de academische overheden betreffende de toepassing van redelijke aanpassingen, zoals bepaald in bijlage II bij dit besluit, dat naar behoren is ingevuld en ondertekend;

4° elk ander document dat door de aanvrager nodig wordt geacht om zijn beroep te staven.

Overeenkomstig artikel 31/2, van het decreet wordt in het verzoekschrift, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ook aangegeven op welke wijze naar het oordeel van de verzoeker in het interne beroep geen rekening is gehouden met elementen die de aanvraag bedoeld in artikel 15, eerste lid, van het decreet gunstig kunnen beïnvloeden.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 31/1, van het decreet moet het verzoekschrift, wanneer de aanvrager de definitieve beslissing betwist van de inrichting over de aanvraag tot wijziging van de redelijke aanpassingen, zoals bedoeld in artikel 16, derde lid, van het decreet, de volgende documenten bevatten:

1° een afschrift van het geïndividualiseerde begeleidingsplan;

2° een afschrift van de betwiste beslissing van de academische overheden van de inrichting tot wijziging van de redelijke aanpassingen, vergezeld van alle documenten ter rechtvaardiging van de genomen beslissing;

3° in voorkomend geval, een afschrift van de aanvraag tot wijziging van de redelijke aanpassingen, vergezeld van een afschrift van alle documenten van het dossier;

4° het verzoekschrift tot inrichting van een beroep tegen een ongunstige beslissing van de academische overheden betreffende de aanvraag tot wijziging van de redelijke aanpassingen, als bedoeld in bijlage III bij dit besluit, dat naar behoren is ingevuld en ondertekend;

5° elk ander document dat door de aanvrager nodig wordt geacht om zijn beroep te staven.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 31/1 van het decreet bevat het verzoekschrift, wanneer de aanvrager de definitieve beslissing over de vroegtijdige en eenzijdige beëindiging van het geïndividualiseerde begeleidingsplan betwist, bedoeld in artikel 17 van het decreet, de volgende stukken:

1° het verzoekschrift tot inrichting van een beroep tegen een beslissing tot vroegtijdige beëindiging van het individueel begeleidingsplan bedoeld in bijlage IV bij dit besluit, behoorlijk ingevuld en ondertekend;

2° een afschrift van de beslissing van de academische overheden om eenzijdig een einde te stellen aan het geïndividualiseerde begeleidingsplan van de inrichting, vergezeld van alle documenten ter rechtvaardiging van de genomen beslissing;

3° elk ander document dat door de aanvrager nodig wordt geacht om zijn beroep te staven.

Art. 8. De Commissie kan de aanvrager of de inrichting erom vragen elke aanvullende informatie, elk bewijsstuk en/of elke aanvullende expertisearvraag te bezorgen, die nodig zijn voor het onderzoek van het verzoekschrift.

Art. 9. Het secretariaat van de Commissie zendt een ontvangstbewijs aan de aanvrager op het elektronisch adres vermeld in het dossier. Bij gebrek aan elektronisch adres, wordt het ontvangstbewijs aan het postadres gezonden dat vermeld werd door de aanvrager. Er wordt tevens een afschrift van de brief naar de inrichting gezonden.

Art. 10. De Commissie beraadslaagt overeenkomstig het in haar huishoudelijk reglement vastgestelde beraadslagingsproces.

Art. 11. De Commissie deelt haar beslissing mee binnen 15 werkdagen na ontvangst van het beroep en het volledige dossier, overeenkomstig artikel 31/1, vierde lid, van het decreet.

Een brief met de met redenen omklede beslissing wordt aan de aanvrager toegezonden op het elektronisch adres vermeld in het dossier. Bij gebrek aan elektronisch adres, wordt het ontvangstbewijs aan het postadres gezonden dat vermeld werd door de aanvrager. Er wordt tevens een afschrift van de brief naar de inrichting gezonden.

Art. 12. De termijnen zoals bedoeld in de artikelen 2 en 11 van dit besluit worden opgeschorpt tussen 10 juli en 20 augustus en tussen 24 december en 1 januari.

Art. 13. De beslissing van de Commissie in het kader van de in hoofdstuk VII van het decreet bedoelde beroepen is bindend voor de betrokken inrichting en vermeldt de beroepsmogelijkheden.

Art. 14. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017 tot bepaling van de nadere regels voor de indiening en het onderzoek van de beroepen bedoeld bij de artikelen 7 en 17 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs, wordt opgeheven.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking met ingang van het academiejaar 2019-2020.

Art. 16. De Minister voor Hoger onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 2019.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister voor Hoger onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT